



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

On n'arrête pas le progrès ?

Quoique bourré d'inégalités et d'injustices, notre monde a connu dans le dernier siècle toute une série de progrès qu'on a tendance à voir comme définitifs. Le droit des femmes de disposer de leur corps, gagné dans la lutte dans nombre de pays, en fait partie. La possible remise en cause majeure de ce droit à l'avortement aux États-Unis vient démentir cette vision d'un monde en perpétuel progrès : bien des retours en arrière nous menacent.

États-Unis : offensive réactionnaire...

Selon les révélations du média Politico, la Cour suprême des États-Unis s'appête à enterrer fin juin la jurisprudence « Roe vs Wade » qui fonde dans ce pays le droit à l'avortement depuis 1973. Cette décision ouvrirait la voie dans chacun des 50 États des États-Unis au vote de législations anti-avortement, ou à l'application des lois votées mais pour l'instant bloquées, comme celle qui au Texas promet d'envoyer devant un tribunal tout médecin suspecté de pratiquer des avortements, voire quiconque aide une femme enceinte à se rendre dans un État où l'avortement est légal. Cela concerne pas moins de 26 États, la moitié des États-Unis, et souvent les plus pauvres.

... et anti-ouvrière

Car l'attaque contre le droit à l'avortement a une dimension anti-ouvrière. Dans un pays où il n'y a pas de congé maternité obligatoire, et quasiment pas d'allocations familiales, élever un enfant coûte très cher. Sans surprise, les femmes ayant recours à l'interruption volontaire de grossesse (IVG) vivent à 75 % sous le seuil de pauvreté. Ces femmes pauvres – sans, ou avec un ou plusieurs petits boulots – n'ont que difficilement accès à une IVG. Il faut faire de longs trajets pour trouver une clinique qui les pratique, car 90 % des comtés n'en ont pas. Les grossesses non désirées ou à risque sont donc légion.

Hypocritement, les fondamentalistes chrétiens et politiciens anti-avortement se prétendent « pro-vie ». Mais le résultat de leur croisade, c'est que la mortalité des femmes américaines à l'accouchement atteint en moyenne 23 pour 100 000 (soit 2 fois plus que les autres pays riches) et jusqu'à 55 pour 100 000 pour les femmes noires, soit le niveau du Panama ou de l'Équateur !

Partout dans le monde, les mêmes problèmes

Le même scénario est à l'œuvre dans bon nombre de pays de la planète. En Pologne, l'IVG est depuis deux ans soumis à de telles restrictions qu'il devient pratiquement impossible d'y avoir recours. En France, les députés ont certes étendu de 12 à 14 semaines le délai légal pour une IVG en mars dernier. Mais le manque de moyens accordés au planning familial et les idées réactionnaires parmi certains médecins constituent de sérieuses entraves.

Ailleurs, c'est le droit à la contraception qui est remis en cause. Les anti-avortement des États-Unis en font leur prochain objectif. Partout dans le monde, les milieux réactionnaires communient, par-delà leurs diverses obédiences religieuses, dans une même haine de la liberté des femmes ou du libre choix pour chacun de sa sexualité. Ces droits sont insupportables aux défenseurs de la famille patriarcale alors même qu'ils ne les empêchent en rien de vivre à leur manière. Ce qu'ils craignent, c'est le caractère contagieux de la liberté... Et c'est bien là qu'est l'espoir !

Il n'y a pas de fatalité

Depuis les années 1970, le combat n'a en fait jamais cessé. Des femmes d'Irlande ou d'Argentine, mobilisées par centaines de milliers, ont arraché récemment la légalisation de l'avortement. Celles de Pologne n'ont pas encore fait reculer leur gouvernement, mais des centaines de milliers d'entre elles se sont éveillées à la lutte. Aux États-Unis, la Women's March a traduit la même prise de conscience sous Trump. Et la décision de la Cour suprême pourrait la renforcer : 69 % des Américains seraient contre. Femmes et hommes.

La lutte ne fait que (re)commencer.

Le 14 mai : des milliers de manifestants ont défilé à Washington et dans 450 autres villes

Sous les fenêtres de la Cour Suprême, les pancartes appelaient à une prise de conscience : « L'avortement est un droit humain », « Naissance forcée = violence », « Des femmes vont mourir », « Nos corps, nos avenir, nos avortements ». Une mobilisation moins fournie que la marche des femmes de 2017 – il faut dire que beaucoup estiment que les jeux sont déjà faits et les Démocrates parient sur les élections de mi-mandat en novembre pour renverser la tendance. Un pari pour le moins risqué qui ne remplacera pas de véritables mobilisations populaires.

À la Pitié : le pire qu'on ait vu en 10 ans !

Dans beaucoup de services, le sous-effectif est tel qu'on manque de lits ouverts. Résultat, on est obligé de « découcher » les patients : les envoyer dans d'autres services faute de place – mais les autres services ne connaissent pas les protocoles spécifiques, les soins à faire, etc. Par exemple, au lieu de rester en Réa suffisamment longtemps, les patients ayant subi une thrombectomie sont envoyés en Soins intensifs au bout d'à peine un jour, pour libérer des places en Réa... Leur situation n'étant pas stable, ils finissent bien souvent par retourner en Réa au bout d'un jour ! Plus de 10 lits sont fermés en soins intensifs faute de personnel...

Dramatique pour les soignants, comme pour les patients – exigeons des embauches !

« Mode dégradé » et fermetures de services : c'est l'enfer pour les patients et les hospitaliers On ne se laissera pas faire !

Les fermetures totales ou partielles de services d'Urgences explosent sur tout le territoire : après Orléans, Saint-Foy, Oloron... **voilà que les Urgences du CHU de Bordeaux ferment la nuit !** Pour y avoir accès, il faudra appeler le 15, et encore l'ARS pousse les médecins régulateurs à renvoyer les patients vers les Urgences de cliniques privées. Le message du gouvernement, via les ARS : plutôt crever que d'embaucher ! Ou plutôt l'hôpital public peut bien crever, on n'embauchera pas.

Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage

La soi-disant pénurie de personnel, ils l'organisent, en refusant d'embaucher et de redresser les salaires : la prime Ségur de 183 euros n'a même pas permis de rattraper ce qu'on a perdu en 10 ans de gel des salaires ! Mais derrière cette pseudo-pénurie, la volonté politique est bien réelle de restructurer l'hôpital. À Oloron (Gironde), où les Urgences ont finalement fermé « au moins jusqu'à la fin de l'été », les 18 aides-soignants, infirmières et hôtesses d'accueil sont mutés de force à 40 kilomètres, à Pau. Ils ont pu compter sur le soutien des usagers : 3000 sont venus manifester devant la sous-préfecture. La « pénurie » et les fermetures, c'est un alibi en or : les directions ou ARS en profitent pour nous muter, nous imposer les 12 H, bloquer les titularisations, et on est tous contraints de travailler dans des conditions déplorables !

Écho de l'hôpital d'Orléans :

« Presqu'une sensation de tavailler à l'usine. Quand on est une infirmière, un aide-soignant pour plus d'une vingtaine de patients, on n'est plus humain. Mon triste record, c'était 26 patients »

Martin Hirsch : tout pour un poste de ministre

Notre cher directeur de l'AP-HP veut tellement être ministre qu'il a pondé il y a 2 semaines ses « propositions » au gouvernement pour « refonder l'hôpital public ». Au programme, bien des attaques et quelques gros mensonges.

50 nuances d'attaques

L'essentiel de ce qu'il propose c'est de dézinguer les rémunérations fixées au national pour les hospitaliers. Pour les médecins, il s'agit de « renforcer l'attractivité » contre des affectations limitées dans le temps, mais pour les autres, il s'agit juste de soumettre une grande partie du salaire à des critères variables ! Il y défend aussi un ratio patient/soignant (1/12) bien au-dessous des autres pays développés (1/6 à 8) ; la tarification à l'acte, qui permet depuis des années de baisser en permanence le budget des hôpitaux ; ou encore l'hébergement des patients à l'hôtel plutôt qu'en lit hospitalier... Mais clou du spectacle : il dit vouloir développer la formation et la promotion professionnelle, alors qu'à l'AP, il l'a refusée en 2021 à 120 aides-soignants reçues au concours d'infirmière !

Boîte à idées pour l'austérité

Cette semaine, l'Institut Montaigne, think tank libéral, en rajoute une couche : sous couvert de « décentraliser », il faudrait laisser la gestion de l'hôpital aux collectivités locales. Derrière cette « autonomie », se cache comme pour les Universités avant eux, une manière d'imposer l'austérité totale. Alors quelque soit le prochain ministre de la Santé, on ne pourra compter que sur nos luttes pour inverser la vapeur !

ÉLISABETH BORNE NOMMÉE 1ÈRE MINISTRE



Borne to be anti-social




La nouvelle première ministre, E. Borne, avant d'être ministre du Travail, a porté l'ouverture à la concurrence de la SNCF, puis la réforme de l'assurance chômage, qui a rogné sur les indemnités de plus d'un million de chômeurs... Aujourd'hui, le projet ? Recul de l'âge de la retraite à 65 ans et réforme des conditions du RSA... ça promet.

Tout augmente, sauf les salaires !

Alors que les prix flambent, les salaires stagnent. Pour s'en sortir, il n'y a pas le choix : il faut augmenter les salaires et faire payer les patrons. Et ils ont les moyens : les actionnaires des entreprises du CAC 40 vont recevoir 80 milliards d'euros de dividendes pour l'année 2021. Il suffit d'aller les chercher !

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Pour l'informer ou prendre contact avec ses militants → etincelle.php@gmail.com

Pour lire le reste de nos publications → convergencesrevolutionnaires.org

   @npaetincelle